

Mesdames, Messieurs les Présidents,
Mesdames, Messieurs les Elus,
Mesdames, Messieurs les Directeurs,
Mesdames, Messieurs les Congressistes,
Chers amis,

C'est un nouveau départ !

Hier, chers congressistes, vous m'avez renouvelé votre confiance pour effectuer un deuxième mandat comme président de notre fédération nationale. Je vous en remercie. Et avant de plonger dans les projets qui vont nous occuper dans les mois à venir, permettez-moi quelques mots.

Quelques mots pour vous dire que durant ce premier mandat j'ai personnellement mesuré et apprécié ce formidable engagement des hommes et des femmes élus ou administratifs qui bien souvent sans compter œuvrent pour ce mouvement coopératif.

La cuma c'est un choix de vie. Je souhaiterais également commencer par remercier l'ensemble des élus du conseil d'administration qui m'ont secondé durant cette période, en particulier les membres du bureau, et bien sûr remercier sincèrement toute l'équipe de la FNCUMA pour son engagement au quotidien.

Il me semble important de revenir sur les trois ambitions qui ont animé, dès l'origine, notre conseil d'administration qui avait été largement remanié, est-il utile de vous le rappeler, lors du congrès de Toulouse en Juin 2010.

1° Accompagner la mise en place de cinq Pôles de coordination-appui pour développer notre travail en réseau

2° Optimiser notre communication

3° Et redéfinir le projet politique de la FNCUMA au tour de nos valeurs coopératives.

1^{er} chantier : Accompagner la mise en place des Pôles de coordination-appui

Le Bureau et moi-même avons pour ambition majeure, je vous le rappelle, de se mettre en mode écoute, sur tous les sujets qui préoccupent notre réseau et touchent plus généralement à l'agriculture. Nous avons à deux reprises effectué avec le Bureau un Tour de France de l'ensemble des fédérations en organisant avec les Pôles de coordination-appui des réunions en régions de présidents et directeurs. Nous avons mis en place une coordination nationale permanente des PCA. Nos instances et nos statuts ce sont adaptés à cette nouvelle organisation.

Avec tout cela, j'ai pu mesurer le poids de l'histoire par endroit, je comprends mieux les difficultés chez certains, les tensions financières que traversent quelques fédérations, le problème du renouvellement des responsables ici ou là. Je suis persuadé et ces Tours de France m'ont conforté dans cette idée que nous partageons tous, que faire ensemble, mutualiser nos connaissances, oser, oser imaginer l'avenir en collectif est une nécessité pour l'ensemble du réseau Cuma.

Créer du lien grâce à la réalisation d'actions concrètes. C'est la seule formule que je connaisse pour construire l'avenir et ne pas le subir, pour passer les étapes parfois difficiles qui jalonnent notre chemin sur le terrain.

C'est dans cet état d'esprit que nous tous, administrateurs, directeurs, ou animateurs de fédérations, nous devons conduire nos actions, pour faire monter en puissance le travail en réseau, pour faire monter en puissance nos cinq Pôles de coordination et d'appui, et ainsi renforcer l'animation de proximité, déployer notre logiciel d'animation du réseau et de comptabilité cum@net, et imaginer de nouveaux horizons pour nos CUMA.

C'est dans cet état d'esprit aussi que je tiens à affirmer notre appui politique fort à tous ceux qui parmi vous s'engagent dans des réorganisations et restructurations régionales. Nous constatons que ces démarches sont des démarches positives, tant d'un point de vue du dynamisme qu'elles apportent auprès des cuma que d'un point de vue de l'efficacité auprès de nos interlocuteurs, publics notamment. Les PCA contribuent à ce phénomène de rapprochement, développons le, pour assurer un avenir à nos fédérations de proximité.

Pour toutes ces raisons, et après avoir établi un premier bilan d'étape sur la mise en place de notre organisation fédérative en PCA, nous avons fait le choix d'un appui financier encore plus affirmé et plus équitable.

2ème chantier : optimiser la communication au sein de notre réseau

Notre priorité, c'est aussi la nécessité de communiquer. Développer notre reconnaissance, rester à l'écoute, attirer l'attention sur ceux qui innovent, affirmer l'appartenance à un réseau. Faire circuler davantage encore l'information entre nous, auprès des agriculteurs, des pouvoirs publics. Dans ce monde qui bouge sans cesse, dans ce monde qui cherche des voies de sorties aux crises qui le malmènent, c'est devenu une nécessité vitale que de montrer quelles réponses sont capables d'apporter les CUMA !

Tout cela passe bien évidemment par notre journal, Entraid. Conscient des difficultés que traverse la revue, le conseil d'administration de la FNCUMA en étroite relation avec le conseil d'administration d'Entraid' souhaite durant le mandat qui commence aujourd'hui, mener un travail allant au-delà des actions de développement conduites jusqu'alors.

Une vision prospective de notre communication a tout d'abord été construite, en cherchant à démultiplier les synergies entre le réseau fédératif et le journal, à donner un nouveau souffle, un vrai projet à long terme, pour une couverture nationale d'Entraid' autour de principes qui nous sont chères : faire mieux, ensemble !

« Faire mieux, ensemble ! » passera et passe déjà par une réunification de nos forces commerciales ».

« Faire mieux, ensemble ! » passera par le développement de manière innovante et forte des abonnements à notre revue. Tout n'a pas été tenté. Soyons volontaristes, comme nous avons su l'être dans d'autres domaines. Dans un contexte de ré orientation des budgets PAC, de marchés volatils, de fiscalité inadaptée, où il y a nécessité de travailler sur les coûts de mécanisation,... favoriser l'accès à l'information sur la façon de réussir ensemble passe par le développement des abonnements à notre revue.

« Faire mieux, ensemble ! » passera aussi par une meilleure coordination nationale des mécaévénements que nous mettons en place, le salon aux champs, le champ des machines, les portes ouvertes dans les CUMA ...

J'attends de votre part, responsables de fédérations, un engagement fort sur toutes ces actions que nous déciderons de mettre en place, ensemble.

3ème chantier : affirmer nos ambitions coopératives

Le projet politique que nous avons réécrit durant le dernier mandat définit une direction dans laquelle nous voulons avancer, en y inscrivant nos actions et nos combats syndicaux. Dans ce projet, nous avons réaffirmé notre attachement aux valeurs coopératives.

Souvenez-vous, lors de notre assemblée générale 2011, nous avons eu le témoignage d'Hélène SIMARD qui nous venait tout droit du Québec, qui nous a donné une vision très large du terme « diversité coopérative ». Une délégation du Bureau est retournée au Québec l'été dernier pour participer au regroupement des Cuma québécoises. D'autres administrateurs sont allés rencontrer des agriculteurs en Roumanie, en Bulgarie, d'autres encore en Afrique. En France même, nous travaillons régulièrement avec les coopératives de salariés, les SCOP, et même les coopératives de bouchers !

Une conviction à chaque fois ressort de ces échanges : la coopération de proximité telle que nous la défendons n'est pas une lubie mais bien une vision partagée ici et ailleurs d'un vrai modèle économique. Nos CUMA et nos coopératives sont résolument modernes.

Elles confortent les revenus de leurs membres tout en innovant et en développant de nouvelles activités répondant directement aux attentes des agriculteurs et des territoires. Méthanisation, gestion de l'espace rural avec le bois énergie notamment, circuits courts alimentaires.

Mais cette richesse perdue dans une diversité d'expériences suppose une chose essentielle : penser la diversité des projets des coopératives. Si nous ne le faisons pas, nous risquons de banaliser complètement nos coopératives, et de réduire la réalité coopérative à quelques expériences caricaturales, positives ou négatives selon les humeurs médiatiques.

Nous pensons effectivement que la coopération est un ensemble, qui mérite d'être défendu globalement dans son unité. Tel est le sens de notre implication au sein de Coop de France. Pour autant il ne faut pas confondre unité et homogénéité.

Nous avons fait ce travail avec CUMA 2020 en construisant des outils pour penser la diversité des projets de CUMA. Il faut faire ce même travail pour penser la diversité des projets des coopératives agricoles.

De ce point de vue, je me réjouis que le syndicat des Jeunes Agriculteurs s'empare de la question de la coopération pour son rapport d'activités. C'est une contribution utile. François, tu sais combien notre mouvement coopératif est en parfaite adéquation avec l'installation sur le terrain.

De ce point de vue, le HCCA doit participer à dynamiser et garantir les bonnes pratiques coopératives. Il ne doit surtout pas servir à fossiliser le droit, en poussant vers la sortie du statut coopératif les groupes qui - pour innover - seraient contraints de recourir à des statuts classiques réputés plus souples, statuts qui permettraient TOUT mais ne garantirait RIEN, d'un point de vue coopératif. Nous sommes favorables à un choc de simplification appliqué aux Cuma.

Restons convaincus d'une chose. Aujourd'hui plus que jamais, gérer des moyens à plusieurs, c'est innover. Nous faisons le pari que la coopération ne se cantonnera plus à la gestion des filières, mais se développera autour de l'acte de production.

De nombreuses cuma sont déjà dans cette démarche et se trouve un peu trop à l'étroit dans nos statuts. Ceci impose à chacun d'entre nous, NOUS réseau Cuma, VOUS partenaires du réseau Cuma, d'accepter un changement d'approche, et de méthode en matière d'animation et de suivi de nos groupes. Tel est bien l'esprit dans lequel nous avons lancé nos travaux sur la coopération agricole de production. Cette conviction nous invite à l'évidence à renforcer nos partenariats à ouvrir notre vision à d'autres organisations en faveur d'une agriculture de groupe sur les territoires.

Je retiens de ce que nous a dit hier soir Stéphane LE FOLL, que le concept d'agro écologie, que la démarche « produisons autrement » nous encourage à ouvrir la voie de la coopération agricole de production.

Et, dans les semaines à venir, nous aurons à traduire tout cela en actes, dans la loi d'avenir agricole. Aussi, je vous rappelle notre positionnement en cinq points :

1. Premièrement, la FNCuma salue l'intention du Ministre de soutenir les dynamiques collectives des agriculteurs pour construire des démarches agro écologiques.
2. Deuxièmement, la FNCuma affirme qu'il serait néanmoins complètement illusoire de vouloir soutenir les dynamiques collectives si, dans le même temps, des mesures cassent les initiatives des groupes. Je pense ici aux réglementations sur les aires de lavage des pulvérisateurs, sur les hangars en Cuma, sur les travaux pour les collectivités locales et sur l'emploi partagé. Commençons par desserrer les freins à l'action collective avant d'appuyer sur l'accélérateur.
3. Troisièmement, la FNCuma attend des pouvoirs publics français une déclinaison nationale de la Politique agricole commune (PAC) à la hauteur des ambitions de la proposition de la Commission européenne, notamment sur le 2nd pilier.

L'Europe a ouvert des portes sur le soutien aux actions collectives en proposant d'octroyer un bonus de plus 20% à ce type d'actions, il faut que l'Etat s'empare de cette proposition et l'applique aux Cuma, qu'elles participent ou non d'ailleurs, à un GIEE. C'est un préalable indispensable.

4. Quatrièmement, la FNCuma sera vigilante à ce que son réseau, dans son ensemble, puisse bénéficier d'un financement pérenne du développement agricole à la hauteur des actions et projets qu'il met en œuvre sur l'ensemble du territoire. Et ceci, d'autant plus que ce réseau est prêt à accompagner la volonté du Ministre de soutenir les dynamiques collectives des agriculteurs. Nous attendons un soutien à hauteur de 7 millions d'euros.
5. Cinquièmement, la FNCuma est force de proposition sur le nouvel outil que veut mettre en place le Ministère.
 - Pour nous, le GIEE doit être cosigné entre une structure collective existante, des agriculteurs adhérents et l'Etat.
 - Pour nous, le GIEE doit obligatoirement donné lieu à une co-animation pour rassembler une expertise agro écologique ET une expertise sur l'organisation collective,
 - Pour nous le GIEE doit réserver la majoration des aides aux investissements aux structures collectives qui les réalisent,

- Pour nous le GIEE doit ouvrir de nouveaux droits aux agriculteurs, pour faire davantage ensemble, pour expérimenter ensemble.

En conclusion, il nous faut démontrer que ce formidable mouvement de développement qui a su accompagner des générations d'agriculteurs autour du développement de la mécanisation est prêt à relever de nouveaux défis. Le concept d'agro écologie et plus largement, agriculture produisons autrement, nous y encourage.

Chers élus, vous en êtes convaincus, il vous suffit d'observer la formidable genèse qui émane de nos groupes à l'ombre des machines. Notre capacité à s'adapter à changer est bel et bien présente même si je vous l'accorde, de réelles questions se posent autour de la formation de nos équipes pour accompagner nos groupes avec une vision système d'exploitation. Cette mutation doit se faire avec un accompagnement fort des pouvoirs publics.